

Décrié par les Algériens, le régime n'a guère d'options

ALGÉRIE Le calme et la détermination des foules ont impressionné les observateurs

- ▶ L'immense mobilisation du vendredi 15 mars dans les rues algériennes met le régime et son symbole, Bouteflika, au pied du mur.
- ▶ Tireront-ils les leçons de leur impopularité ?

Difficile de faire plus édifiant, plus convaincant. Les Algériens ont montré ce vendredi 15 mars un degré de mobilisation populaire sans précédent depuis les immenses rassemblements qui avaient accueilli les premières heures de l'indépendance nationale en juillet 1962. Avec un mot sur toutes les bouches : « Non ! ».

Non à la stratégie du régime qui consistait à répondre au refus du peuple d'un cinquième mandat du « président-momie » Abdelaziz Bouteflika par l'annulation des élections et le maintien du « raïs » à son poste assorti du lancement dans quelque temps d'une conférence nationale. Implacable par son évidence, la phrase choc « *On voulait des élections sans Bouteflika et on se retrouve avec Bouteflika sans élection !* » a fait florès. Des millions d'Algériens sont descendus dans les rues à Alger, Oran, Constantine, Annaba et ailleurs, pour crier, pacifiquement, leur opposition à ce qu'ils considèrent comme un subterfuge – voire un coup d'Etat en douce – du régime pour gagner du temps.

Une chronologie édifiante

C'est du jamais vu. De l'inattendu. La chronologie même des événements montre que les concessions du régime algérien poussent la population, d'une maturité jusqu'ici sans failles, à montrer sa détermination, à re-

jeter toute manœuvre à caractère dilatoire. Le 10 février, le président – très malade et dont on n'a plus entendu la voix depuis cinq ans – faisait savoir qu'il serait candidat à un cinquième mandat, lui qui a été désigné à son poste par l'armée en 1999. La contestation face à cette décision vécue comme une humiliation par de très nombreux Algériens n'a ensuite plus cessé d'enfler. Le 2 mars, « Boutef » s'engageait alors dans une lettre à ne pas aller au bout de son mandat s'il était élu. A quoi, le 8 mars, répondait une marée humaine dans les villes d'Algérie.

Le 11 mars, à peine rentré de deux semaines d'hospitalisation en Suisse, le « raïs » annonçait – ou faisait annoncer – qu'il renonçait à briguer un cinquième mandat, prolongeant le quatrième – ce que la constitution du pays ne prévoit nullement – tout en prévoyant une conférence nationale pour préparer une nouvelle constitution. Pour la forme, il limogeait aussi le Premier ministre Ahmed Ouyahia pour le remplacer par un autre fidèle, le ministre de l'Intérieur Noureddine Bedoui. Résultat ? Le 15 mars, les Algériens montraient la plus extraordinaire des mobilisations de leur histoire contemporaine dans un esprit à la fois résolu, discipliné, festif et même taquin... Bouteflika doit partir, et le « système » aussi !

Que va faire le régime ? Deux options semblent sur la table, sauf si des scénarios dérivés de celles-ci devaient s'imposer : le maintien de Bouteflika et le recours à la violence d'une part, ou alors la démission rapide du président et le début d'une improbable mais nécessaire négociation entre les Algériens – toute la société ! – et leur régime en vue de lancer, très vite, une transition vers l'élection d'une assemblée constituante.

La violence ? Ce régime a déjà recouru à la répression la plus létale à plusieurs reprises, notamment en 1988 et entre 1992 et 2000. Mais les circonstances étaient bien différentes. L'armée, colonne vertébrale de l'Algérie depuis toujours, hésitera cette fois à s'engager dans une nouvelle guerre contre le peuple à l'heure des réseaux sociaux et alors que tout le monde se félicite du caractère calme, pacifique et mature de la mobilisation populaire. Des coups fourrés, en revanche, pourraient se produire...

Mais alors, négocier ? Pour « les décideurs » sous pression, il faudrait d'abord se résoudre à sacrifier, à démissionner Bouteflika. Comment réagirait alors son clan, devenu puissant ? La « rue », en tout cas, ne pourrait ensuite cacher sa joie, son euphorie et les moments de liesse qui s'ensuivraient pourraient donner lieu à toutes les provocations d'un régime qui, d'ailleurs

lézardé, se sait victime d'une colossale impopularité.

« Une rupture radicale »

Et puis, négocier, mais avec qui ? A l'instar des « printemps arabes de 2011, cette vraie révolution algérienne se déroule sans que des figures de proue émergent ! Cela pourrait inquiéter les démocrates. Cité par le site Orientxxi.info, l'avocat et ex-homme politique Mokrane Aït Larbi nuance et précise : « *Il est difficile à ce stade de prévoir l'acheminement d'un large mouvement populaire autonome, qui n'est pas conduit par un leader, et qui a atteint l'amplitude d'une révolution pacifique. Dans tous les cas de figure, le peuple algérien a rompu avec la peur et le désespoir qui poussaient ses enfants à quitter le pays par tous les moyens, y compris par la mer et au péril de leur vie, pour se réapproprier l'initiative et imposer sa parole. Aujourd'hui, le peuple algérien n'adhérera à aucune réforme proposée par l'actuel système, car seule une rupture radicale pour construire une Algérie nouvelle répondra à ses attentes depuis l'indépendance* ».

Les incertitudes demeurent en tout cas pour le moment nombreuses. ■

BAUDOIN LOOS

l'expert « Ils vont probablement sacrifier Bouteflika »

Salah-Eddine Sidhoum, chirurgien orthopédiste, défenseur des droits de l'homme et animateur du site lequotidienalgerie.org, a souvent payé (prison, clandestinité) pour sa militance radicale contre le régime. Il a ré-

pondu à nos questions.

Pensez-vous que le régime lâchera le pouvoir ?

C'est le combat politique de plusieurs décennies qui est en train d'aboutir grâce à la maturité de

notre jeunesse et à son courage. Notre rêve d'une Algérie apaisée et fraternelle est sur le point de devenir réalité. Mais il faut rester très vigilants et très prudents car ce régime illégitime ne parti-

ra pas facilement. La pression populaire doit continuer à s'exercer de plus en plus fort.

L'armée va-t-elle bouger ?

A cet instant, je pense que les offi-

ciers supérieurs probes vont finir par intervenir pour mettre un terme à ce régime et à ce statu quo mortifère. En attendant cela, l'oligarchie militaro-financière espère toujours retourner la situation. Elle s'agit et tente de multiples subterfuges pour freiner ce mouvement, voire l'éteindre. Ils s'agitent sur plusieurs fronts : leur service d'action psychologique tente de cap-

raliser le mouvement en balançant des noms, qui appartiennent en réalité à sa réserve d'« opposants » proches du pouvoir. Sur le plan politique, ils nous ramènent le diplomate Lakhdar Brahimi pour nous faire avaler la couleuvre d'une Conférence nationale type Loya Jirga afghane. Ils vont tenter probablement, par des artifices médi-

co-juridiques, de sacrifier Bouteflika pour sauver leur système. D'où l'appel à la vigilance et à la poursuite de cette résistance pacifique.

Il n'y a pas de leaders dans cette révolution...

Le mouvement va procréer ses propres dirigeants. Des visages nouveaux et des mains propres. Ce qu'on appelle pompeusement

la « classe politique » a failli pour la simple raison qu'elle n'a aucun ancrage populaire, elle est une pure création des laboratoires de la police politique. ■

Propos recueillis par
B. L.

LEVÉE DE BOUCLIERS

La France fustigée

Emmanuel Macron a, le 11 mars, en « *saluant la décision du président Bouteflika* » [de ne pas briguer un cinquième mandat] et en appelant à « *une transition d'une durée raisonnable* » a provoqué une levée de boucliers en Algérie. Pas tant du régime, pourtant ombrageux et susceptible, mais des foules innombrables réunies dans les rues d'Algérie ce 15 mars. « *C'est le peuple qui choisit, pas la France* », proclamait une grande banderole, « *L'Élysée, stop ! On est en 2019, pas en 1830* », date de la conquête de l'Algérie par la France, rappelait une pancarte. De son côté, Djamilia Bouhired, héroïne de la guerre de libération dénonçait dans *El Watan* un appui français « *au coup d'État programmé de son homologue algérien [...] une agression contre le peuple algérien, contre ses aspirations à la liberté et à la dignité* », et « *un dernier signe révélateur de ces liens pervers de domination néocoloniale* ».

B. L.